














CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

2025DAC0021R01-R05 - Prestation de gardiennage et d'accueil pour l'Université Clermont Auvergne, le CROUS Clermont Auvergne, l'INRAE, CNEP, Clermont Auvergne INP constitués en groupement de commandes

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Prestation de gardiennage et d'accueil pour l'Université Clermont Auvergne, le CROUS Clermont Auvergne, l'INRAE, CNEP, Clermont Auvergne INP constitués en groupement de commandes
	Type de contrat	Accord-cadre
	Nombre de lots	3
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Avec
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	Défini par lot
	Reconduction	Avec
	Prix	Prix forfaitaires et prix unitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat	4
1.3 - Type d'accord-cadre	4
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande	4
1.5 - Réalisation de prestations similaires	5
2 - Pièces contractuelles	5
3 - Confidentialité et mesures de sécurité	5
4 - Durée et délais d'exécution	5
4.1 - Durée du contrat	5
4.2 - Reconduction	5
5 - Prix	6
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	6
5.2 - Modalités de variation des prix	6
6 - Garanties Financières	6
7 - Avance	6
7.1 - Conditions de versement et de remboursement	6
7.2 - Garanties financières de l'avance	7
8 - Modalités de règlement des comptes	7
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	7
8.2 - Présentation des demandes de paiement	7
8.3 - Délai global de paiement	7
8.4 - Paiement des cotraitants	7
8.5 - Paiement des sous-traitants	8
9 - Reprise du personnel	8
10 - Conditions d'exécution des prestations	8
11 - Développement durable	9
12 - Constatation de l'exécution des prestations	10
12.1 - Vérifications	10
13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	10
14 - Pénalités	10
14.1 - Pénalités de retard	10
14.2 - Pénalités relatives à l'insertion	11
14.3 - Pénalité pour travail dissimulé	11
15 - Assurances	12
16 - Clause de réexamen	12
17 - Résiliation du contrat	13
17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	13
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	13
19 - Dérogations	13

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent : 2025DAC0021R01/R03/R05 - Prestation de gardiennage et d'accueil pour l'Université Clermont Auvergne, le CROUS Clermont Auvergne, Clermont Auvergne INP, l'INRAE et le CNEP, constitués en groupement de commandes

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :

Sites du Puy-de-Dôme, Cantal, Allier, Haute Loire, pour les sites des différents membres du groupement de commande

Ce marché fait l'objet d'une clause sociale d'insertion pour les lots 1 et 5. L'objectif de cette clause est de favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles.

Les modalités d'application figurent en annexe à l'Acte d'Engagement du lot 1 et du lot 5.

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 3 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Prestation de gardiennage Puy-de-Dôme
05	Prestation d'accueil
08	Prestation de gardiennage pour la Bibliothèque universitaire du Puy en Velay

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

1.5 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et leur annexe d'insertion sociale pour les lots 1 et 5
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le bordereau des prix unitaires (pour les lots 1, et 5 à prix unitaires) et la décomposition des prix forfaitaires (pour les lots 1 et 5 à prix forfaitaires)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le mémoire technique, ou méthodologique, justifiant des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat
- Le Cadre de Réponse Technique et Environnemental (CRTE)

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Durée et délais d'exécution

4.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 12 mois.

L'accord-cadre est conclu à compter du 01/01/2026 jusqu'au 31/12/2026 ou de sa date de notification au 31/12/2026 si sa notification est postérieure au 1/01/2026.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

4.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 48 mois.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

5 - Prix

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont fermes pendant la période initiale d'exécution. Ils pourront être révisés à l'occasion de la reconduction du contrat, sur demande par mail à achats@uca.fr, 15 jours avant la date de reconduction, par application de la formule suivante :

$$P1 = P0 \times (0,15 + (0,85 \times (\ln/lo)))$$

Dans laquelle P1 est le prix actualisé et P0 le prix initial forfaitaire figurant dans l'offre.

Dans laquelle ln et lo sont les valeurs prises par l'index de référence l respectivement au mois n et au mois 0.

L'index de référence est l'indice INSEE « Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 80.10 – Services de sécurité privée », figurant sur le site de l'INSEE sous l'identifiant 010766602.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

La clause limitative dite « de sauvegarde » s'applique : Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date d'application du nouveau prix de règlement lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à 2 % l'an.

6 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

7 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

7.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Ce taux est fixé à 10,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille

d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

7.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

8 - Modalités de règlement des comptes

8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

8.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

Chaque établissement établira leur bon de commande sur la base de cet accord-cadre.

Désignation structure	Université Clermont Auvergne	CROUS Clermont Auvergne	INRAE	CNEP	Clermont Auvergne INP
Identifiant	130 022 775 00014	186 306 973 00014	180 070 039 02090	341 151 728 00027	130 021 918 00011
Code Service	(Non obligatoire)	Campus des Cézeaux (résidence et Restaurant) 1009 Restaurant/Résidence Montlucon/ Vichy 1005)	(Non obligatoire)	(Non obligatoire)	(Non obligatoire)
N° Engagement	45xxxxxxxxx (n°Bon commande) de	(n°Bon commande) de	(n°Bon commande) de	(n°Bon commande) de	45xxxxxxxxx (n°Bon commande) de

8.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est

effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

8.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

9 - Reprise du personnel

Le titulaire s'engage à reprendre le personnel affecté à ce marché par le précédent prestataire dans les conditions prévues dans les dispositions de l'article L. 1224-2 du Code du travail et des directives européennes sur le transfert d'entreprise. Les informations relatives à ces personnels sont jointes en annexes.

L'annexe au présent CCAP « Reprise du personnel » indique notamment :

- La qualification
- Le volume horaire
- Le niveau et l'échelon
- L'ancienneté du personnel des personnels susceptibles d'être repris par le futur titulaire conformément à l'Accord du 5 mars 2002 (arrêté d'extension J.O. du 30/12/02), relatif à la reprise du personnel.

Le personnel chargé de la réalisation des prestations confiées au titulaire est embauché et rémunéré par celui-ci. Le titulaire reste seul responsable de l'exécution des services ainsi que des accidents qui peuvent survenir dans l'exercice de ce service.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification par le biais du profil d'acheteur d'une décision, observation ou information faisant courir un délai n'est pas prévue.

Responsabilités

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations.

En conséquence, il est responsable des dommages que la mauvaise exécution des prestations pourrait causer :

- à son personnel, aux agents de l'Université ou à des membres du groupement ou à des tiers.
- à ses biens, aux biens appartenant à l'Université ou à des membres du groupement ou à des tiers.

Il ne peut être tenu responsable des conséquences d'instructions données directement à son personnel par l'Université ou un membre du groupement de commande.

Conflit d'intérêt

Le titulaire devra veiller à ce que les agents ne soient pas en situation de conflit d'intérêt.

Aussi, le cas échéant, il devra adapter l'organisation des prestations et l'affectation de ses agents en fonction des sites d'intervention.

En cas de non-respect par le titulaire des obligations résultant du présent article, l'Université peut résilier le marché sans parler du droit à dommages et intérêts pour le préjudice éventuellement subi.

Pour les lots de gardiennage, si le prestataire engage un agent ayant le statut d'étudiant à l'UCA ou à l'INP ou du Crous, ce dernier ne pourra être affecté à un site / Bâtiment où l'étudiant reçoit des cours, passe des examens ou à l'endroit où il est hébergé.

Planning et organisation :

Pour les prestations récurrentes, le prestataire devra organiser le planning de ses agents de sorte qu'aucun surcoût lié à l'obligation inscrits dans les avenants actuels et futurs à *l'accord collectif relatif à la durée minimale d'une période de travail du 1er avril 2021* soit imputé au pouvoir adjudicateur tel que l'Université ou à un membre du groupement de commande.

En effet, **le pouvoir adjudicateur devra se faire facturer uniquement les heures réellement effectuées.**

Il en va de même pour les prestations ponctuelles, anticipées par le pouvoir adjudicateur d'au moins 8 jours.

11 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Le marché comporte un volet insertion par l'économie pour les lots 1 et 5 (cf annexe 1 du présent CCAP)

Dans un objectif de performance dans la protection et/ou la formation des salariés, le titulaire veillera à assurer la santé et la sécurité au travail de ses salariés intervenant lors des prestations et à mettre en œuvre des moyens en faveur des personnes éloignées de l'emploi ou pour favoriser l'apprentissage des jeunes. Il devra préciser dans son mémoire technique les démarches qu'il met en place en ce sens.

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable.

Une attention particulière est portée à la prise en compte d'objectifs de développement durable dans l'exécution des prestations. La présente consultation comprend des critères d'attribution à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable. Le règlement de consultation fait mention du pourcentage de pondération attribué à ce critère. Le titulaire s'engage à respecter les principes figurant dans le Cadre de réponse technique et environnemental et son mémoire technique, document faisant partie intégrante du marché et dont les réponses constituent des engagements contractuels.

Le titulaire doit mettre en œuvre et développer dans son mémoire technique et le cadre de réponse technique et environnemental toutes ses démarches en matière environnementale notamment les éléments suivants :

- L'utilisation pour les déplacements liés à l'exécution du marché, des véhicules à faibles émissions (électriques, hybrides ou Crit'Air 1 minimum). Un justificatif de la flotte de véhicules devra être fourni en cours d'année sur simple demande de l'UCA.
- Former les agents à une conduite écoresponsable : L'écoconduite est une pratique permettant de limiter l'émission de gaz à effet de serre, de polluants atmosphériques ainsi que les dépenses associées à la

consommation de carburant. Le titulaire veille à ce que l'ensemble des conducteurs mobilisés soit formé à l'écoconduite. Les conducteurs doivent être formés a minima chaque année sur toute la durée d'exécution du marché.

Le titulaire transmet à la demande de l'acheteur sous format électronique facilement exploitable, les documents justifiant la formation effective de ses personnels conducteurs à l'écoconduite : relevé annuel des sessions de formation des conducteurs, dates auxquelles elles ont eu lieu, durée, effectifs concernés, etc.

12 - Constatation de l'exécution des prestations

12.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

14 - Pénalités

14.1 - Pénalités de retard

Des pénalités sont appliquées à l'entreprise titulaire en cas de non-respect des engagements contractuels.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités ci-dessous ainsi que leurs conditions d'application pourront être appliquée :

Les pénalités forfaitaires seront déclenchées dès l'identification de la non-conformité et dans l'impossibilité pour le prestataire d'y remédier dans l'heure. Les pénalités journalières sont comptabilisées dès le lendemain du déclenchement de la pénalité forfaitaire. Les pénalités forfaitaires gérées sur site seront signifiées par écrit (mail, courrier).

Eléments pris en compte dans le déclenchement des pénalités ; les anomalies correspondent à des points de non-respect du cahier des charges (clauses techniques, particulières) réputé accepté par le prestataire en tous points sauf accord express de l'UN signifié par écrit sur chaque point de dérogation éventuel.	Pénalité forfaitaire (en € ht/unité)	Pénalité journalière (en € ht/jour)
Horaires non respectés		
Retard = par ¼ h de retard	30€	Sans objet
Absence = par vacation non réalisée	200€	
Départ anticipé avant la fin de la prestation	100€	
Non-conformité Matériel/Tenue vestimentaire		
Matériels : non installés, incomplets, inutilisables	30€	3€
Badge Professionnel : badge non porté mais mis à la demande	30€	Sans Objet
Badge Professionnel : badge oublié/non à disposition	50€	
Tenue : absence de tenue ou d'un élément de tenue	30€	
Formation		

Absence de formation (SSIAP-SST-H0B0-CQP-APS...)	100€	3€
Pas de formation au poste réalisée avant mise en place	100€	10€
Matériel - locaux client (pénalité par incident + remboursement frais occasionnés)		
Dégradation du matériel ou des locaux du site	30€	3€
Perte de matériel appartenant au client	30€	3€
Perte de clés / badge	Frais financiers de changement des clés et barillets à la charge du prestataire	
Contrôle non assuré par l'encadrement de la société prestataire		
Carte professionnelle (expirée ou indisponible, par agent)	100€	10€
Contrôles mensuels non réalisés ou fiches de contrôle non transmises	30€	3€
Plannings réalisés non transmis ou non disponibles sur site	30€	3€
Traçabilité : Main-courante non tenue-peu lisible, pas de rapports d'anomalie	30€	3€
Non-respect des consignes écrites (permanentes, ponctuelles-temporaires)	50€	3€
Circuits de ronde : ronde non effectuée ou partiellement faite, pas d'enregistrement électronique des points de contrôle, pas de définition écrite des points à contrôler	50€	Sans Objet
Non-respect des textes réglementaires (par anomalie constatée)	50€	
Relation commerciale absente : réponse tardive (plus de 5 Jours Ouvrés) ou absence de réponse aux courriers/mails du client	50€	
Non respect de la Clause environnementale	Pénalité forfaitaire	Pénalité journalière
Non utilisation d'un véhicule à énergie renouvelable	100€	50 €

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, toutes les pénalités sont cumulables et non plafonnées et il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Outre l'application de pénalités, dans le cas où le titulaire manquerait de façon répétée à ses obligations contractuelles, l'Université pourra résilier le marché aux torts du titulaire dans les conditions fixées au présent document.

14.2 - Pénalités relatives à l'insertion

Les pénalités relatives à l'insertion sont indiquées dans l'annexe insertion aux actes d'engagement du lot 1 et 5.

14.3 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

15 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

16 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

Conformément aux dispositions des articles L.2194-1 et R.2194-1 du Code de la commande publique, le présent marché pourra faire l'objet de modifications par voie d'avenant, sans nouvelle procédure de mise en concurrence, dans les cas suivants :

1. Évolution des besoins du pouvoir adjudicateur :

- En cas de modification du périmètre des sites à surveiller ou à sécuriser (ajout ou retrait de sites) ;
- En cas de modification des horaires ou des plages de présence des agents de sécurité, d'accueil ou de médiation ;
- En cas de mise en place de nouveaux dispositifs de télésurveillance ou de technologies associées.
- Restructurations pouvant intervenir sur différents sites au cours de l'exécution contractuelle. Elles peuvent induire la suspension, la suppression ou l'ajout de prestations.

2. Adaptation aux circonstances imprévues :

- En cas de survenance d'événements exceptionnels ou imprévus (crise sanitaire, événements publics majeurs, etc.) nécessitant une adaptation temporaire ou permanente des prestations.
- Retrait ou ajout d'un nouvel établissement dans le groupement de commande.
- Cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire dans le cas d'une restructuration de l'entreprise titulaire à condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du contrat et que l'opérateur économique présenté remplit les critères de sélection initiaux.

3. Évolution réglementaire ou technique :

- En cas de modification de la réglementation applicable aux prestations de sécurité privée ou de télésurveillance ;
- En cas d'apparition de solutions techniques innovantes permettant une amélioration du service.

4. Conditions de mise en œuvre :

- Toute modification fera l'objet d'un avenant dûment motivé, signé par les deux parties ;
- Le titulaire devra fournir les justificatifs nécessaires à l'appui de sa demande de modification ;

17 - Résiliation du contrat

17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Clermont Ferrand est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

19 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 4.1 du CCAP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 10 du CCAP déroge à l'article 3.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services